

Grève. A l'Ehpad du Château de Neuville, elles subissent un management toxique

Une partie des aides-soignantes et infirmières du Château de Neuville sont en grève depuis le 3 janvier pour exiger des conditions de travail décentes et dénoncer un climat délétère. Dans cette maison de retraite, la répression antisyndicale bat son plein, rapporte la CGT.

Publié le

Lundi 24 janvier 2022



Le 19 janvier, devant l'Ehpad, des sourires malgré l'ambiance pesante. © M. Esquerré

La colère a franchi les hauts murs. Le 3 janvier, les abords tranquilles du Château de Neuville (Neuville-sur-Oise, Val-d'Oise) ont vu pousser des drapeaux rouges et un barnum. Une partie des soignantes de l'Ehpad niché dans l'imposante bâtisse sont en grève depuis vingt-deux jours pour dénoncer des conditions de travail déplorables.

Les problèmes sont tellement nombreux que Siham Touazi, déléguée syndicale CGT et infirmière, ne sait pas par où commencer. «

À l'intérieur, les papiers peints sont dorés mais rien n'est rose, tacle-t-elle. La direction ne respecte pas le Code du travail. Nous sommes juste des mères de famille qui voulons retrouver notre dignité. On pourrait décrocher un poste ailleurs en claquant des doigts mais on ne veut pas lâcher ! »

Un piquet de grève qui ne passe pas inaperçu

Juste avant Noël, les changements de planning ont allumé la mèche. Les infirmières se retrouvent avec une charge de travail ingérable en début d'année. L'une d'entre elles, Anne-Gaëlle, montre un tableau coloré : « Avant, nous étions toujours deux infirmières pour 90 résidents, désormais, nous pouvons être seules le matin entre 7 heures et 10 heures et le soir entre 18 h 30 et 20 h 30. Il y a aussi des trous dans notre planning : des jours travaillés, d'autres pas. Ils font tout pour dégoûter les plus anciennes et les forcer à partir », soupire celle qui a douze ans de présence au compteur.

Dans le village cossu, le piquet de grève ne passe pas inaperçu. Les voisins viennent en curieux. D'autres klaxonnent pour témoigner de leur solidarité. Mercredi dernier, la candidate à la présidentielle Christiane Taubira leur a même rendu visite. Derrière la vitrine luxueuse, l'ambiance est pesante depuis un bon moment. « On nous épie en permanence. Si nous restons discuter deux minutes avec une collègue, on nous convoque pour nous demander de quoi on parlait. Ils veulent tout contrôler », précise Mathilde (1), aide-soignante, avant de vider son sac : « Je dois souvent aller donner un coup de main dans les autres services en fonction des besoins. Mais, en ce qui me concerne, je suis restée deux mois sans prendre de pause déjeuner entre 9 h 30 et 17 heures car il n'y avait personne pour me remplacer. On m'a également déjà proposé de travailler huit jours d'affilée.

Une ambiance à couteaux tirés

Lors de la première vague de Covid, un tiers des patients sont décédés. Des blouses blanches ont mis les voiles. Le quotidien, déjà compliqué, s'est délité à vitesse grand V. Sur le trottoir d'en face, une pancarte, « Management toxique, soignants en détresse », pose l'envers du décor. Depuis des mois, les représentants des salariés, appuyés par l'inspection du travail, exigent une expertise sur les risques psychosociaux. Sans succès. « En juin, une psychologue de la médecine du travail est venue pour entamer cette étude, relate Siham Touazi, mais la situation était tellement à couteaux tirés qu'elle nous a dit qu'elle ne pouvait pas continuer et que nous devons faire appel à un cabinet extérieur. Ce que la direction refuse. »

Peu après cette tentative, la cégétiste et une autre élue écopent d'une première mise à pied en vue d'un licenciement. La sanction de Siham Touazi, accusée d'avoir photocopié des documents personnels et d'en avoir dérobé d'autres, est annulée pour vice de forme par la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets).

Mais le couperet s'abat à nouveau quelque temps plus tard pour des motifs de harcèlement moral et de manquements à l'obligation de soignante. Si l'enquête de l'inspection du travail a conclu que ces faits n'étaient pas établis, elle a en revanche constaté une dégradation des conditions de travail et des relations sociales particulièrement tendues au sein de la structure.

La direction semble attiser les braises du conflit

L'acharnement ne s'arrête pas là. Au retour de l'élue CGT, en novembre, un droit d'alerte est déclenché par certains salariés contre plusieurs infirmières : « C'est la direction qui les a téléguidés, s'étrangle Siham. J'ai lu des attestations horribles contre moi. Des employés disaient qu'ils avaient peur que je les frappe, alors que je les ai aidés par le passé ! » De mémoire de syndicaliste, Sonia Ainouz, de la fédération CGT de la santé privée et élue chez Korian, n'a jamais vu un tel climat : « Les dirigeants sont dans la toute-puissance. Ils ne respectent ni la convention collective ni les obligations légales. Et quand on leur demande des comptes, ils nous répondent : on fait ce qu'on veut ! » Dans l'Ehpad, propriété du groupe Épinomis, le mois est facturé entre 3 500 à 7 000 euros aux personnes âgées. Mais le cadre bucolique du parc de 8 hectares, irrigué par l'Oise, ne fait pas tout. « Les résidents n'ont plus le droit d'avoir des sirops à boire et des fruits à volonté dans la journée, déplore Claire, une infirmière gréviste. Dans le service qui accueille les patients déments, des soignantes ont été obligées d'aller acheter de leur poche un pot de Nutella parce qu'ils ne mangent que du sucré ! De mon côté, on m'avait facturé 2,50 euros sur mon salaire parce que j'avais fini des carottes râpées qui restaient du repas du midi... »

Quant à Nathalie (1), venue soutenir ses collègues dans le froid, elle ne digère pas les prétendues revalorisations salariales octroyées : « Ça fait quinze ans que je suis là et je n'ai jamais eu une vraie augmentation. On nous répond qu'il a eu le Ségur de la santé, les primes Macron, mais ça n'a rien à voir ! J'atteins à peine 1 750 euros en travaillant un dimanche sur deux. C'est pour cela que nous voulons 300 euros en plus et le paiement des heures supplémentaires. » Dehors, le brasero crépite. Si les discussions sont au point mort, la direction semble attiser

les braises du conflit : messages dans les boîtes aux lettres des riverains s'excusant des « désagréments » liés à la mobilisation et démontant une à une les revendications, encouragement des salariés à mener une pétition contre les grévistes selon la CGT... Contactée par l'Humanité, la direction du Château de Neuville n'a pas donné suite.
(1) Le prénom a été changé.

DROIT DE REPONSE DE L'EHPAD LE CHATEAU DE NEUVILLE

Ayant été mis en cause dans votre article paru le 10 février dernier, sous le titre « "Pourquoi tu les douches ?" Grève à l'Ehpad de Neuville contre le mépris envers les soignantes et les résidents », nous souhaitons apporter à la connaissance de vos lecteurs la mise au point suivante : Les déclarations des salariés grévistes de l'établissement Château de Neuville que vous rapportez, tendent à créer et entretenir une confusion avec les récents scandales ayant secoué d'autres établissements, qui n'ont rien à voir avec le nôtre. Le Château de Neuville suit et contrôle le bon approvisionnement de l'établissement, en lien direct avec les équipes soignantes pour déterminer au mieux les besoins des résidents dans chaque unité de vie. De plus, nous avons toujours veillé à maintenir nos effectifs en nombre suffisant pour permettre le bon accompagnement de nos résidents. C'est encore le cas aujourd'hui, malgré la combinaison d'une grève avec la crise sanitaire qui rend cette tâche particulièrement ardue. Enfin, la pétition signée par aujourd'hui une trentaine de collaborateurs non-grévistes émane du personnel du Château de Neuville et non de sa direction. La grande majorité de nos collaborateurs sont non-grévistes. Ils dénoncent, notamment par le biais de cette pétition, les diverses attaques proférées à l'encontre de l'établissement, sa direction et eux-mêmes.
